

Que ne fait-on pas au nom de la pédagogie...

Préface du *Manifeste* au livre de Lorenzo VARALDO, *L'école renversée*

(livre à paraître prochainement en français aux Editions du Travail)

Les pires réformes de l'école sont toujours justifiées en invoquant l'intérêt de l'élève.

Liquidation des examens nationaux, dégradation des statuts... Ceux qui prennent de telles mesures nous l'affirment : ils ne sont animés que d'un seul souci, l'intérêt de l'élève. Et d'ailleurs, disent-ils, leurs réformes sont des réformes pédagogiques. Que ne fait-on pas au nom de la pédagogie... Au point que parfois, ceux qui se battent contre ces réformes en viennent à haïr le mot « pédagogie ».

L'originalité de *L'école renversée* est d'analyser les attaques qui, depuis trente ans, ont miné l'école sous l'angle de la pédagogie.

L'auteur relève ainsi un défi : puisque ceux qui attaquent l'école, soutiennent qu'ils font des réformes pédagogiques, eh bien, parlons « pédagogie », parlons « intérêt de l'élève ». Et, à l'issue d'une étude rigoureuse, la conclusion est claire : ces réformes prétendument pédagogiques heurtent, en réalité, les principes pédagogiques – et humanistes, les plus élémentaires.

Ce livre est donc une contre-enquête. Précise, instructive et captivante.

Pour conduire son travail, l'auteur choisit de partir du commencement.

Au commencement, il y a des connaissances. Celles qu'au fil des siècles la civilisation humaine a fait émerger ; elles constituent un fabuleux patrimoine, sans cesse en évolution.

Le rôle de l'école consiste tout simplement à transmettre ces connaissances aux jeunes générations, afin qu'elles puissent s'en emparer, les utiliser comme bon leur semble, les bonifier et, à leur tour, les transmettre, comme on se transmet, de génération en génération, un précieux héritage. Le rôle de l'école publique est spécifique : il vise à transmettre les connaissances à tous, sans distinction.

Prendre le temps de rappeler que le rôle de l'école est de transmettre des connaissances pourrait sembler superflu, tant cela semble une évidence, au même titre que le rôle d'un médecin est de soigner.

Et pourtant...

L'auteur montre que dans l'opération de renversement de l'école, actuellement en cours, nous en sommes arrivés à un point où, ne se contentant plus de diminuer les moyens alloués à l'école, ses liquidateurs en viennent à remettre en cause sa mission même de transmission de connaissances, quand ils ne vont pas jusqu'à remettre en cause l'existence même de connaissances...

Nous sommes en effet parvenus à un point où l'enseignant qui persiste à vouloir transmettre des connaissances est persécuté comme un hérétique, et condamné à instruire dans la clandestinité. On en vient à récompenser les écoles qui n'instruisent pas. Exactement comme si l'on valorisait l'hôpital qui ne soigne pas. Et de fait, on valorise aussi les hôpitaux qui réduisent les soins.

L'inversion est totale. Les valeurs sont inversées, les mots sont falsifiés.

Dans un régime – qui ne pourrait être que totalitaire, où les mots seraient codés, où le « bien » s'appellerait le « mal » (et inversement), celui qui ferait le « bien » serait désigné comme faisant le « mal », et devrait donc se cacher pour échapper à la police. Il se pourrait même que, subissant la pression ambiante véhiculée par cette langue pervertie, il en vienne à être ébranlé, à douter du bien-fondé de son action, et même à se culpabiliser.

C'est ainsi que de nombreux enseignants, qui, avec talent et désintéressement, transmettent de belles connaissances à leurs élèves, en viennent à se culpabiliser. Ils décrivent alors leur action de manière péjorative : « *Vous savez, je suis vieux jeu, je suis de l'ancienne école, je ne sais rien faire d'autre que transmettre les connaissances que j'ai reçues. Je sais bien que ce n'est plus comme cela qu'il faut faire, mais je ne suis pas très pédagogue. J'en suis bien désolé* ».

Et c'est là que l'on voit que les liquidateurs sont parvenus à jeter le trouble, puisque des milliers de remarquables enseignants en viennent à s'excuser de transmettre des connaissances, et à être persuadés qu'ils ne sont pas pédagogues alors même que, grâce à eux, leurs élèves apprennent, s'instruisent, se cultivent et réfléchissent.

Combien d'autres enseignants ressentent un malaise profond (voire démissionnent), tiraillés entre leur conviction profonde selon laquelle il est salutaire d'instruire les élèves, et le discours ambiant, celui des liquidateurs, qui, à coups de formations, de circulaires, de discours, de vidéos, de diaporamas, de cartes mentales (un tel matraquage n'étant pas sans rappeler la propagande d'un régime totalitaire), répète que l'enseignement « transmissif » est une pratique non seulement désuète, mais également malveillante envers les élèves.

Bienveillance, malveillance. Voici encore une inversion qui cause souvent de lourds dégâts.

Puisque ceux qui ont renversé l'école sont allés jusqu'à renverser le sens des mots – et c'est d'ailleurs là le principal levier de leur action, il convient de remettre les mots à l'endroit. C'est l'immense mérite de ce livre. Avec une implacable rigueur – ce qui n'exclut pas la profondeur et la beauté –, l'auteur parvient à décoder ce qui a été codé, à démêler ce qui a été emmêlé.

Ainsi l'auteur montre-t-il que lorsque les liquidateurs disent « autonomie », cela signifie « abandon de l'État ». Lorsqu'ils disent « continuité école-famille », cela cache en fait la volonté de confiner les enfants des milieux populaires dans une sous-instruction. Lorsqu'ils disent « ouverture de l'école », cela signifie livrer l'école et les enseignants à toutes les pressions, à tous les intérêts particuliers, au risque même de briser l'unité de la nation.

De la même manière, l'auteur explique ce qu'il y a de dangereux derrière le concept d'« école inclusive », en quoi celui-ci ne vise nullement à venir en aide aux élèves fragiles. Il montre également ce qui se dissimule derrière la volonté des liquidateurs de supprimer les examens au nom, disent-ils, du souci d'épargner à l'élève une épreuve traumatisante.

L'auteur démontre aussi en quoi l'existence de programmes nationaux pour les élèves, et de statuts nationaux pour les enseignants, toutes choses que les liquidateurs présentent comme d'insupportables et archaïques carcans, sont les conditions indispensables à la liberté, à l'indépendance, à la sécurité du professeur, et donc à la qualité de l'enseignement. Il ne peut en effet y avoir d'éducation si l'éducateur cherche à plaire pour conserver sa place.

L'auteur évoque les projets d'établissement qui, se substituant aux normes nationales, aboutissent au passage à définir le concept de « liberté pédagogique collective » : une fois le projet pédagogique local voté, tout enseignant est sommé de s'y soumettre. C'est le travail en équipe obligatoire, la collaboration forcée. En fait de liberté, il s'agit là d'un authentique asservissement. Rappelons que la liberté pédagogique, comme tout droit, est, par essence, individuelle, chacun n'étant comptable que de lui-même.

Poursuivant cette entreprise de démystification, l'auteur s'attaque à l'idéologie des compétences, ce dogme d'inspiration totalitaire, « *qui ne peut naître que dans la tête de gens qui n'ont jamais aimé un enfant* ».

Restituant leur véritable sens aux mots, l'auteur redonne toute sa fierté au professeur, c'est-à-dire à celui qui, à sa manière propre (la bonne pédagogie étant celle qui fait sens à l'enseignant – elle est donc éminemment personnelle), « *transmet des connaissances, et qui, en transmettant des connaissances, permet aux jeunes de construire leur propre rapport au savoir, d'acquérir une sensibilité, des capacités, des outils, des méthodes* ». Celui qui donne à voir, celui qui donne envie d'apprendre davantage, celui qui émancipe, et non pas celui qui maintient chaque élève dans son univers de naissance, ou celui qui l'entraîne, comme dans un centre de dressage, à accomplir certains actes robotisés, et à maîtriser certaines compétences standardisées.

L'entreprise de décodage achevée, on en vient finalement à réaliser que les liquidateurs qui disent agir au nom de la bienveillance en faveur des élèves sont finalement des gens très malveillants. Ils n'ont que les mots « autonomie » et « liberté » à la bouche, alors qu'ils entendent en réalité exercer un contrôle méthodique et intrusif sur ce que font et pensent élèves et professeurs. Ils sont prompts à criminaliser les « leçons frontales », mais ils passent leur temps à faire la leçon aux autres. Ils disent vouloir inciter les élèves à argumenter et débattre, mais ils ne supportent pas la contradiction. Ils se disent « pédagogues » ? Ce sont les plus grands anti-pédagogues qui soient !

Le vrai pédagogue, c'est ce maître d'école que l'on découvre au détour de quelques magnifiques pages du livre, celui qui, entre une leçon de grammaire et une leçon de mathématique, emmène ses élèves en ville, (leur apprenant à ne pas marcher en file indienne), leur joue de la guitare, puis conduit ces mêmes élèves, dont beaucoup ne sont jamais sortis de leur quartier, « *sur une colline, à regarder la ville de haut, à apprécier les distances et les mesures d'un autre point de vue, à s'interroger sur un panorama différent de celui auquel ils sont habitués, à relier le tout aux sciences, à la géographie, à l'histoire, qui d'ailleurs ne sont pas cette année [ses] matières* ». Un maître libre, des élèves libres. C'est cela l'école.

Vient ensuite la question : mais qui sont ces liquidateurs, dans quel but agissent-ils, qui les a armés ?

L'auteur explique en quoi la marche à l'autonomie, à la dénationalisation de l'école, est une source considérable d'économies budgétaires puisque l'Etat se défausse de ses missions historiques sur les collectivités et sur les familles. Le vrai pédagogue construit l'école en se référant aux stades de développement de l'enfant. Le faux pédagogue, lui, construit (ou plutôt détruit) l'école en se référant aux critères de Maastricht...

Mais, au-delà de la question des moyens, l'opération de destruction de l'école qui instruit poursuit un but encore plus funeste : en frappant en premier les enfants des milieux populaires, elle prive ces derniers d'un savoir dont ils sont propriétaires, et qui les aide à réfléchir par eux-mêmes. Ceux qui renversent l'école veulent donc désarmer les futurs citoyens, les réduire au rang de travailleur docile et polyvalent.

L'auteur montre que les liquidateurs n'ont rien inventé. Ils ne sont guère plus imaginatifs qu'ils ne sont pédagogues : ils ne font, en effet, que suivre, docilement, les instructions rédigées plus haut, par la Commission Européenne. Et c'est la raison pour laquelle, ce livre, qui décrit l'école italienne, est, en grande partie, transposable à l'école française.

Mais il n'est pas dit que le sort de l'école qui instruit soit scellé. Si les liquidateurs sont parvenus, notamment par leur opération visant à pervertir le sens des mots, à marquer des points, ils n'ont pas gagné. L'auteur souligne que les professeurs, les parents, et tous ceux que la cause de l'école intéresse, ne manquent pas de résister. La contre-offensive est possible. La reconquête de l'école qui instruit est à l'ordre du jour.

Pour combattre un ennemi, il faut commencer par le décrire, par le désigner. C'est-à-dire qu'il faut parler, il faut « dire ». C'est là la première vertu de ce livre : il dit. Il montre du doigt les imposteurs, il les démasque : faux pédagogues, vrais liquidateurs. Ce livre redonne toute sa noblesse aux savoirs, à la culture, à l'école qui instruit et qui éduque, au professeur dont le noble art est décrit avec une grande finesse.

Ce livre qui traite de de l'art de la pédagogie, de la transmission des connaissances et du libre rapport au savoir est lui-même écrit avec une grande pédagogie, il nous transmet des connaissances et nous amène à réfléchir. Un livre de combat. Et aussi un très beau livre. Un livre à lire.

Le Manifeste pour la reconquête d'une école qui instruit

